

LETTRE CONJOINTE DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, ET MME ANGELA MERKEL, CHANCELIERE DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, ADRESSÉE À M. JOSÉ SOCRATES, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE, SUR LE RENFORCEMENT DE LA STRATÉGIE DE LISBONNE GRÂCE À DES MESURES ÉCONOMIQUES EXTERNES, LE 10 SEPTEMBRE 2007.

10 SEPTEMBER 2007 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

L'Union européenne a accompli des progrès considérables en matière d'accroissement de sa compétitivité. Au cours des dernières années, les entreprises et les salariés se sont adaptés avec succès aux exigences de la mondialisation de l'économie. Ce processus générateur de prospérité et d'emplois est soutenu par des réformes de structures au sein de l'Union européenne et des États membres.

Dans un contexte de mondialisation, nous pouvons étayer les effets positifs de ces ajustements en complétant l'action menée sur le plan national au moyen de mesures économiques externes. Nous proposons donc que l'initiative du Président Barroso sur la dimension extérieure de la Stratégie de Lisbonne soit reprise et discutée lors de la prochaine réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement qui aura lieu les 18 et 19 octobre 2007.

Nous demeurons convaincus que l'ouverture des marchés sera la garante de la prospérité de l'Europe et de son développement. C'est pourquoi nous continuons à agir en vue d'un accord équilibré et global dans le cadre du Cycle de Doha. Nous observons toutefois que les obstacles non tarifaires aux échanges et aux investissements ont atteint des proportions alarmantes, de même que les pratiques déloyales au niveau de l'économie mondiale, notamment les taux de change influencés par des considérations politiques. Nous voulons faire davantage pour traiter ces problèmes et pour maintenir aussi ouvert que possible l'accès aux matières premières et à l'énergie, protéger activement les droits de propriété intellectuelle, renforcer les instruments de la politique commerciale face aux pratiques déloyales et éviter que des incitations financières émanant de pouvoirs publics ne faussent les conditions de la concurrence.

L'ouverture des marchés ne pourra produire tous ses effets que si des règles transparentes favorisent une concurrence loyale dans un esprit de réciprocité. Il faut pour cela présenter un front uni, en particulier lorsqu'il s'agira d'élaborer des stratégies afin de convaincre des États tiers de réduire les obstacles qui désavantagent les entreprises européennes. Par ailleurs, l'Europe devrait négocier des dérogations analogues à celles qui sont accordées à nos grands partenaires commerciaux afin de favoriser la croissance des petites et moyennes entreprises.

Il conviendra d'accorder une attention particulière aux domaines dans lesquels la concurrence est faussée par des fonds souverains. L'Europe devra traiter ce sujet avec ses partenaires.

La réussite économique de l'Union européenne continuera à dépendre de la compétitivité de nos économies. Les développements récents ont rappelé que la stabilité de marchés financiers de plus en plus globalisés était vitale pour nos économies et ne pouvait en aucun cas être considérée comme acquise. La transparence des marchés financiers, leur réglementation et leur supervision constituent des éléments essentiels si nous voulons éviter des corrections excessives. Nous devons encourager la transparence et la responsabilité de tous les acteurs, y compris les agences de notation, tant au niveau européen qu'au niveau mondial. Nous appelons également à l'élaboration d'un code de conduite pour les fonds à effets de levier.

Les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne et le Président de la Commission européenne devraient donc agir de concert pour traiter l'ensemble de ces questions.

Nous pourrions préparer le terrain en vue de l'adoption de décisions au sommet du printemps 2008 en abordant ces sujets en octobre à l'occasion de la prochaine réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement.